

TRIBUNE DE GAUCHE

changer



L'Amérique latine entre ses extrémismes

En observateur et en militant,
le Guatémaltèque Luis Puig
nous parle de son continent

Page 8 :
Conférence à Panchgani
« **Dialogue sur
le développement** »

Page 13 :
Un parlementaire
aux prises
avec son temps



un soleil en pleine nuit

Prochaines représentations
THONVILLE (Moselle)

Théâtre municipal
(petite salle)
Place de la République

Vendredi 6 février, à 20 h 30
Samedi 7 février, à 20 h 30

Places 20 F ; Etudiants 10 F
Réserver tél. (8) 256.27.95
ou à l'entrée

A nos abonnés hors de Suisse et de France

*Pour certains d'entre vous, le mode de paiement de vos abonnements va être modifié à partir de ce mois-ci. Désormais, à l'exception des abonnés canadiens et suisses, c'est par le bureau parisien de **Changer** que vous serez prévenu de l'arrivée à échéance de votre abonnement.*

Paiement :

Belgique, Canada, France, zone franc d'Afrique : pas de changement.

*Autres pays : Veuillez payer de préférence par virement postal international adressé à **Changer**, C.C.P. 32 726 49 T La Source, France, ou par virement bancaire international à **Changer**, 68, boulevard Flandrin, F-75116 Paris.*

changer

TRIBUNE DE CAUX

Revue mensuelle
publiée par le Réarmement moral
Commission paritaire de la presse : N° 62060

Responsable de la publication :

Jean-Jacques Odier.

Rédaction et réalisation : Paul-Emile Dentan, Jean-Marc Duckert, Philippe et Lisbeth Lasserre, Daniel Mottu, Charles Piguet, Philippe Schweisguth, Evelyne Seydoux.

Administration, diffusion : Nancy de Barrau, Paulette Burnier, Maurice Favre, Hélène Golay, Marcel Seydoux.

Société éditrice : Editions, théâtre et films de Caux S.A., Lucerne (Suisse).

Imprimerie : Publications Périodiques Spécialisées, 01600 Trévoux (France).

France : 68, bd Flandrin, 75116 Paris.
Tél. (1) 727.12.64.

Suisse : Case postale 3, 1211 Genève 20.
Tél. (022) 33.09.20.

ABONNEMENTS ANNUELS (12 numéros)

France : FF 60 ; Suisse : Fr.s. 24. - .

Belgique : FB 450 ; Canada : \$ 17. - .

Autres pays par voie normale : FF 68 ou Fr.s. 27. - . Pays d'outre-mer, par avion : FF 75 ou Fr.s. 30. - . Prix spécial étudiants, lycéens : FF 30 ; Fr.s. 15. - ; FB 225.

Verser le montant de l'abonnement :

France : à « **Changer** » (68, boulevard Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire, ou par C.C.P. 32 726 49 T, La Source.

Suisse : à « **Changer** », C.C.P. 12 755, Genève.
Belgique : au Réarmement moral, 123, rue Th.-De-Cuyper, Bte 39, 1200 Bruxelles, C.C.P. 000-057 81 60-40 Bruxelles (avec la mention « abonnement **Changer** »).

Canada : par chèque bancaire au nom de « Tribune de Caux », 387, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Montréal, Québec H2V 285.

Zone franc d'Afrique : par mandat de 3 750 francs CFA (abonnement avion) ou 3 400 francs (par voie maritime) à « **Changer** » (68, boulevard Flandrin, 75116 Paris), C.C.P. 32 726 49 T La Source France.

Que veut le Réarmement moral ?

La refonte de la société ne peut s'opérer en définitive que par la transformation des hommes. Tel est le principe.

Une école du changement où les hommes apprennent à rechercher la volonté divine, à respecter les valeurs morales et à les rendre contagieuses. Tel est le cheminement.

Des équipes agissantes s'efforçant d'établir un dialogue fécond là où règne l'antagonisme, de guérir les hommes de leurs préjugés et de leurs haines jusque dans l'arène sociale et politique ou dans les relations internationales. Telle se présente l'action sur le terrain.

Conçu à l'origine et poursuivi depuis plusieurs décennies par des personnes animées par l'idéal chrétien, le Réarmement moral se veut ouvert à des hommes de toutes croyances dans un respect mutuel et en vue d'un combat commun pour un avenir meilleur.

L'homme venu de la foule

Inconnu au mois d'août, Lech Walesa a passé six jours à Rome environné d'un tourbillon de micros, de caméras et d'appareils de photo.

Sortant de la foule anonyme des chantiers Lénine, il est devenu le symbole des droits de l'homme, de la résistance au scandale du totalitarisme.

Cette figure encore jeune, ces moustaches déjà légendaires, cette façon décontractée de répondre aux questions indiscrètes des journalistes (« Que pensez-vous de la situation en Pologne ? – Elle est très curieuse »), tout cela fait partie désormais du patrimoine de la liberté et des épopées spectaculaires de l'histoire moderne. Walesa réveille aussi en nous le

courage qui dort, la foi qui rampe, l'espérance qui tergiverse.

Et cependant un homme, que c'est fragile, que c'est vulnérable, ne peut-on s'empêcher de penser.

Coût de baguette

La baguette vient de mettre les Français en émoi. Un boulanger s'est rendu coupable de brader à vil prix ce noble attribut qui incarne hors de nos frontières ce qu'il y a de plus français. L'émoi n'avait cependant rien de cocardier.

Le bruit fait autour du boulanger de La Ciotat n'était-il pas à la dimension du choc créé dans la conscience des autres boulangers ? Tout boulanger

Heureusement qu'il a un allié redoutable, celui-là même qu'il est venu rencontrer à Rome et auprès duquel, à l'origine, il a puisé sa témérité. Heureusement qu'il a un peuple derrière lui.

Nul doute que s'il venait à fléchir, ou s'il lui arrivait quelque chose, d'autres prendraient la relève. Ils vont dans le sens de l'histoire.

Il y a là un élément de réflexion. La plus grande caisse de résonance que trouvent auprès de nous les conflits n'est-elle pas souvent notre conscience troublée ? Nous vociférons d'autant plus que nous savons avoir tort. Nous cherchons ainsi à déplacer le problème sur le terrain où nous savons avoir raison.

Il y a chez chacun de nous un refus viscéral d'être mis en accusation par notre conscience. Plus elle parle fort, plus nous nous époumonons pour étouffer sa voix. Mais les autres ne sont pas dupes.

On sait que cela est vrai dans les querelles de ménage. On oublie parfois que cela l'est aussi dans les querelles publiques. **Méridien**

qui aurait la conscience tranquille se contenterait de hausser les épaules en jugeant suicidaire un tel comportement de la part d'un collègue. Or, un préfet a dû se faire protéger par un cordon de police contre les troupes de la baguette chère.

BOITE A LETTRES

Peu de courrier ce mois-ci dans notre boîte à lettres – sans doute à cause des fêtes – sinon le texte que nous envoie un jeune enseignant du Cher pour l'enquête sur *Les jeunes et la politique*. Nous l'en remercions et encourageons d'autres représentants de la tranche d'âge des 15-30 ans à nous envoyer leurs idées avant la mi-mars.

Une lectrice alsacienne, après beaucoup d'autres, nous dit son appréciation du reportage de Jacqueline Piguet (notre numéro de novembre 1980). « Le troisième âge, dont je fais partie, écrit-elle, se sent compris, encouragé et stimulé à donner encore le meilleur de lui-même. »

ragé et stimulé à donner encore le meilleur de lui-même. »

Que ceux d'entre vous qui éprouvent l'envie de nous écrire nous permettent une double suggestion : d'abord n'hésitez pas à prendre la plume, puis à poster votre lettre. Ensuite et surtout, ne nous livrez pas uniquement votre désaccord, ou votre accord, mais engagez vos arguments. Une critique donnant ses raisons nous est mille fois plus utile qu'un mot se contentant de dire tel numéro excellent – ou mauvais !

Philippe Lasserre

A TRAVERS CHAMPS

Les jours rallongent

Ce soir-là, la route de Dieppe était bien débarrassée de la neige et c'était un plaisir de rouler vers la maison à la fin du jour. Au-dessus de la muraille noire des grands hêtres de la forêt domaniale de Lyons, le soleil couchant embrasait un ciel pur semé de quelques nuées couleur d'ardoise. Décidément, les jours s'allongent et, même s'il devait faire beaucoup plus froid en février, nous avançons vers le printemps.

Comme un monde transformé, comme le royaume des cieus réservé aux enfants et à ceux qui leur ressemblent, le printemps est une promesse et une certitude. Mais malheur à qui refuse de préparer le retour des beaux jours ! Il n'y aura pas de récolte pour celui qui restera calfeutré à l'abri du froid sans faire l'effort de sortir pour bêcher son jardin, tailler sa treille ou labourer son champ quand la terre est « bonne à prendre » et le temps favorable.

Puisque les jours s'allongent, puisque l'espoir est devant nous, il n'y a pas une sève endormie dans notre propre cœur, pas un espoir de floraison dans les gens qui nous entourent, pas une possibilité de secourir la plante chétive ou la terre épuisée que nous ayons le droit de négliger.

Philippe Schweisguth

L'homme ne peut trouver et susciter l'exceptionnel que dans le quotidien et à partir du quotidien.

Théophile Spoerri

PHOTOS : Brown : p. 9 ; Bühler : p. 10 ; Channer : p. 2 ; C.I.R.I.C. : p. 5 ; Franzon : p. 4 ; Lasserre : p. 8 ; Medhat Refaat : p. 11 ; National Portrait Gallery, London : p. 15 ; Roger-Viollet : p. 6.



L'Amérique latine entre ses extrémismes

Entretien avec Luis Puig

Il y a deux mois, je me trouvais dans ma patrie d'origine, le Guatemala. Quarante-treize personnes de ma famille proche – frères, sœurs, oncles, tantes, cousins, neveux et nièces – se sont rassemblées spontanément dans la maison d'un de mes frères pour me saluer. Du point de vue professionnel, ils constituaient un échantillonnage assez représentatif de la vie du pays.

Leur accueil chaleureux m'a bouleversé et je n'ai pu m'empêcher de repenser à mon enfance, une période pour moi au contraire bien solitaire. Mes parents s'étaient séparés. D'un jour à l'autre, ma mère et ma sœur nous ont quittés. J'avais à l'époque tout juste trois ans. Personne ne m'a expliqué ce qui s'était passé. Lorsque des amis me demandaient où était ma mère, je ne savais que répondre. J'ai fini par dire qu'elle était morte. Ainsi, je n'avais pas besoin d'en dire davantage. Mais, au fond de moi-même, je la haïssais.

L'un de mes premiers souvenirs politiques, c'est le mot « dictature » que l'on chuchotait sous le manteau et aussi ce mot synonyme d'espoir : « liberté ». Un jour, entendais-je dire, nous serions libres. Mais la liberté, pour moi, n'avait aucun sens. Le dictateur donnait des ordres, il n'y avait qu'à obéir.

En 1944, une révolution armée s'est déclenchée, à laquelle j'ai pris part, à l'âge de dix-sept ans. D'un jour à l'autre, nous nous sommes débarrassés de la dictature et nous avons dû apprendre à faire nos premiers pas, à tâtons, vers la démocratie. Entre temps, j'avais été saisi par le marxisme. Je crois que c'est la rancœur que je nourrissais à l'égard de ma mère qui a été à l'origine de ma haine de la société et qui m'a amené à coopérer avec le parti communiste. Dans la compagnie d'aviation pour laquelle je travaillais en tant que technicien, je me suis mis à noyauter le syndicat. J'ai pris une part active à ce que vous autres Européens appellerez la lutte

de classe. Toutefois, en Amérique centrale, bien d'autres facteurs entrent en jeu dans cette notion-là. Au Guatemala, par exemple, 65 % de la population sont des Indiens. Dans certaines régions du pays subsistent encore des structures patriarcales, où les anciens détiennent l'autorité, du moins sur le plan moral. Les Indiens sont fiers de leur identité mais leur existence est pénible et leurs salaires demeurent très faibles. Quant à nos syndicats, ils n'ont pas de traditions, pas de racines. La seule alternative, pour nous, était entre la gauche et une certaine neutralité.

Le gouvernement issu de la révolution, celui du colonel Arbenz, a imprimé une nette orientation vers la gauche. La révolution a apporté une série de réformes radicales et positives : création d'une législation sociale, reconnaissance des syndicats et, en conséquence, élévation du niveau de vie des travailleurs, réforme agraire, etc. Malheureusement, la réforme agraire a été souvent interprétée par certains paysans comme la possibilité pour eux de s'emparer par la force des terres qui devaient leur être attribuées. La révolution de 1944 a toutefois suscité de grands changements dans la situation du pays. Nous avons commencé à prendre conscience de notions jusque-là inconnues, comme la sécurité sur le lieu de travail, l'assistance médicale, etc. D'autres pays d'Amérique centrale se sont rendu compte à leur tour de ces nécessités-là. Mais, à la longue, la révolution a commencé à dévier. Au lieu de tendre au progrès de la nation, certains dirigeants se sont surtout attachés à faire de notre pays le premier Etat communiste d'Amérique centrale. Cela n'a pas réussi, et pour plusieurs raisons. D'abord nous étions trop proches des Etats-Unis. Trop d'entreprises américaines étaient installées sur notre sol.

– Les médias en Europe ont souvent mis en évidence, dans ce genre de

Luis Puig est d'origine guatémaltèque. Son épouse, Evelyne, est autrichienne. Leurs deux enfants, Carlos et Daniel, sont tous deux brésiliens, la famille habitant Rio depuis un certain nombre d'années. Nous avons profité de sa présence en Europe pour interroger Luis Puig, informaticien à la Compagnie aérienne Varig, sur l'Amérique latine et en particulier sur cette région moins connue des Européens que sont les pays d'Amérique centrale.

Changer : Ayant beaucoup voyagé à travers l'Amérique latine, vous êtes bien placé pour nous parler de votre continent. Et cela d'autant plus que vous avez été vous-même mêlé à une de ces révolutions qui, aux yeux des Européens, caractérisent, hélas de façon trop fréquente, la vie de l'Amérique latine.

– Si vous me permettez, je commencerai par parler de moi-même, car effectivement les événements qui ont marqué mon existence permettent de saisir quelques-unes des données de nos pays.

situation, l'action de la C.I.A. Etait-ce le cas au Guatemala ?

– A ce moment-là, je n'ai pas eu l'impression d'une immixtion des Etats-Unis dans nos affaires par le truchement de la C.I.A. Cet organisme avait surtout pour tâche d'informer le gouvernement américain. Notre tâche à nous, dans les syndicats, était de lui fournir de fausses informations, de brouiller les pistes. L'action des Etats-Unis se faisait surtout sentir par voie diplomatique, ce qui trouve son explication, sinon sa justification, dans le souci de protéger les entreprises américaines en Amérique centrale.

En ce qui me concerne, j'ai organisé une grève contre ma société, la compagnie Pan American, qui a duré 71 jours. Nous avions un certain nombre de revendications très légitimes, notamment en ce qui concerne les salaires, les primes, le paiement des heures supplémentaires. Mais les besoins réels des travailleurs ont été utilisés, il faut le reconnaître, pour des buts politiques. Pan American représentait pour nous le visage des Etats-Unis et la présence d'une certaine stratégie américaine. Notre grève, qui a été victorieuse,

– Pan American et d'autres compagnies ont été forcées de négocier – a donc fait la une des journaux, et cela jusqu'en Europe.

Cependant, ces événements m'ont aussi amené à réfléchir. La rancœur des travailleurs, celle-là même que nous avons utilisée à nos fins, s'est retournée contre nous. Les travailleurs nous ont dit : « Vous n'êtes pas allés assez loin. Nous aurions pu tenir plus longtemps et obtenir davantage. » Je me suis dit alors qu'il manquait un élément à la lutte que nous menions. Or c'est juste à ce moment-là que j'ai entendu parler du Réarmement moral.

Fort des solutions que le Réarmement moral lui a permis de trouver aux Etats-Unis lors de graves conflits sociaux, notre compagnie nous a proposé d'envoyer une délégation à l'une des conférences organisées par ce mouvement. Nous n'avions aucune intention d'y aller. Nos camarades communistes se montrèrent très opposés, prétendant voir dans le Réarmement moral une manœuvre inspirée par les impérialistes et visant à nous faire perdre de vue le but de notre révolution. Selon nos contradicteurs, Buchman, fondateur du Réarmement moral, pensait que l'homme pouvait changer. Si c'était vrai, alors le marxisme perdait sa raison d'être. Mais naturellement, ajoutaient-ils, l'homme ne peut pas changer. Enfin, Buchman pensait que Dieu pouvait diriger la vie des individus, or Dieu n'existe pas... Tout cela

Paysanne du Guatemala



me plongea dans une profonde réflexion. Si Dieu existe, me disais-je, il doit avoir un plan, un but pour l'humanité.

– Etiez-vous chrétien ?

– Non. A treize ans, j'avais abandonné toute croyance en Dieu. Cependant ces attaques provoquaient en moi une réaction contraire et je découvris bientôt que c'était également le cas de beaucoup de mes amis, marxistes sympathisants. Nous avons donc proposé au syndicat la chose suivante : si effectivement l'idée du Réarmement moral pouvait être une solution de rechange au marxisme, ne valait-il pas la peine d'envoyer une délégation pour en savoir davantage ? J'ai été chargé d'être le porte-parole de mes camarades pour faire cette proposition lors d'une réunion. Aussitôt, ce fut un tohu-bohu indescriptible où l'on entendit les mots « traître, vendu ». Puis on pressa contre mes côtes un objet dur – je n'ai jamais su si c'était effectivement un revolver – et on plaça devant moi une feuille blanche avec cet ordre : « Signe ! – Qu'est-ce que je dois signer ? – Ta démission ! »

Je dus m'incliner, mais quelques-uns d'entre nous, poussés par la curiosité, se rendirent malgré tout à la conférence. Les gens que j'y rencontrai me frappèrent par

la sincérité avec laquelle ils travaillaient à la création d'un monde nouveau. Y avait-il là une véritable solution de rechange ? Quelqu'un me suggéra que je trouverais la réponse dans l'écoute intérieure.

Les pensées qui surgirent en moi étaient simples. Elles se sont avérées, une fois mises en pratique, le début d'une nouvelle vie pour moi. Une fois rentré au pays, je me suis mis à la recherche de ma mère et je m'excusai auprès d'elle pour ma haine. J'appris à connaître mes demi-frères et sœurs. Je remis de l'ordre dans mon existence, réparant mes torts auprès des gens que j'avais blessés, à qui j'avais menti ou même que j'avais escroqués.

D'un seul coup, l'Amérique latine se présenta à mes yeux sous un autre visage. Au lieu de ne voir que l'inégalité économique, je découvris que le problème essentiel résidait dans l'inégalité du cœur, dans l'égoïsme des hommes ; je pris conscience du manque de réalisme de tant d'hommes qui prétendaient apporter des solutions – qu'ils soient de gauche ou de droite – mais dont les actes ne correspondaient en rien à leurs idéaux. Ainsi le problème fondamental de l'Amérique centrale, avec tous ses conflits et ses révolutions, m'apparut plus clairement : il s'agis-

sait et il s'agit toujours d'un conflit entre une petite minorité d'extrême-droite et une petite minorité d'extrême-gauche. Quant au simple citoyen, tout ce qu'il demande, c'est de pouvoir travailler, de nourrir ses enfants et de leur donner une instruction convenable. La tâche essentielle consiste à réveiller cette majorité silencieuse et à lui permettre de prendre ses responsabilités dans la situation du pays.

Il faut se rendre compte que, souvent, les hommes les plus valables, et les plus responsables, ont été assassinés ou ont dû s'exiler parce que leur vie était menacée. Les personnes qui pouvaient prendre des initiatives ont été éliminées soit par la gauche, soit par la droite. Le Guatemala vit ainsi dans une atmosphère de terreur. Multipliez cette situation par dix ou vingt et vous aurez le Salvador d'aujourd'hui.

- Y a-t-il une influence cubaine ?

- Le Guatemala n'a pas de relations diplomatiques avec Cuba. On a accusé les exilés cubains d'avoir commis des actes de violence au profit de la droite. Il est difficile de le prouver. Il est établi en revanche que des mercenaires cubains ont été mêlés aux événements du Salvador, mais il aurait pu s'agir tout aussi bien de ressortissants d'autres pays. Castro a bien lancé un programme révolutionnaire d'orientation communiste à travers le continent. Mais ses efforts ont été dans

une large mesure voués à l'échec, parce que les réalités cubaines ne sont pas celles du Guatemala, du Salvador ou du Nicaragua. Le modèle cubain ne pouvait pas être transplanté tel quel. Les Nicaraguais, par exemple, sont à la recherche de leur propre modèle d'Etat révolutionnaire. On constate dans ce pays la polarisation des tendances.

Il est une chose cependant que je puis affirmer : sans un travail soutenu de changement des motivations humaines, aucun système ne peut fonctionner, car tôt ou tard les ambitions, les hypocrisies, les égoïsmes vont prendre le dessus.

- Et qu'en est-il du Costa Rica ?

- Costa Rica est un Etat démocratique. Pour combien de temps ? Des symptômes de désordre s'y font jour, bien que ce ne soient pas les premières menaces. Les habitants du Costa Rica ont fait plusieurs fois la preuve de leur capacité à redresser la situation.

- Est-ce que la nature démocratique d'un gouvernement est liée au taux d'alphabétisation ?

- Sûrement. Au Guatemala, il existe déjà un fort pourcentage d'alphabétisation et des programmes très poussés et très intelligemment conçus sont mis en route pour l'améliorer encore, mais l'accroissement de la population tend à neutraliser

ces efforts. Je souhaiterais que nous ayons un programme aussi judicieux que celui qui est appliqué avec succès en Colombie avec une aide massive de la radio.

Au Costa Rica, où le taux d'alphabétisation atteint 95 %, le fait que tout le monde puisse lire, écrire et apprécier les événements accroît le sens du bien et du mal.

- Quels sont à votre avis les signes d'espoir en Amérique centrale ?

- Tout d'abord la jeunesse. La génération qui arrive maintenant à l'âge adulte a vu tant de choses, elle a été le témoin de tant de désordres qu'elle veut ardemment du neuf. Parmi les jeunes de quinze à dix-sept ans à qui j'ai eu l'occasion de parler au Guatemala - neveux et nièces, enfants de mes amis - je n'en ai trouvé aucun qui se soit montré partisan de la droite ou de la gauche, alors que dans ma jeunesse nous étions tous impliqués d'un côté ou de l'autre. Ils sont profondément en recherche.

- Comment voyez-vous la tâche de l'Eglise ?

- Les hommes qui sont égoïstes, cupides, qui sont responsables des inégalités méritent autant d'amour, de compassion et d'action chrétienne que ceux qui sont dans la misère. Ils en ont encore plus besoin. Cela m'attriste de voir un homme emporter avec lui dans la mort son égoïsme et sa cupidité. Et c'est là qu'un effort mené uniquement du côté des pauvres est unilatéral. L'évangélisation des puissants, des propriétaires terriens est une nécessité impérieuse.

Il y a des hommes d'Eglise qui ressentent avec la plus grande sincérité les besoins des populations pauvres, en particulier dans le nord-est du Brésil. La presse les traite parfois de rouges ou de subversifs. Souvent des hommes prennent des positions extrêmes par frustration de ne pas avoir trouvé chez les puissants l'aide et la coopération nécessaires à la solution des problèmes de leurs régions. Et on finit par se dire que si d'autres moyens ont échoué, la violence devient le seul recours. C'est une erreur. Nous avons constaté avec les habitants des bidonvilles de Rio de Janeiro, par exemple, que dans la mesure où on les rend responsables face à leurs propres problèmes, ils prennent les initiatives qui conviennent auprès des pouvoirs publics. Avec les habitants des bidonvilles qui ont été formés par le Réarmement moral, on les a vus réagir contre les plans gouvernementaux et dire aux pouvoirs publics : « Non, votre plan n'est pas applicable. Nous proposons que les choses soient faites de cette autre façon. » Il y a



Marché indien
à San Juan
(Guatemala)

ainsi des projets à Rio de Janeiro qui ont trouvé le juste équilibre entre la planification par le haut et les besoins de la population. Si, au niveau des communautés de base, des villages, les gens arrivent à s'unir et à se consulter sur ce qu'ils jugent utile à leurs intérêts, s'ils s'entendent sur une certaine éthique de comportement les uns vis-à-vis des autres, les pouvoirs publics ne peuvent que les écouter et les respecter. Il y a là une tâche positive à accomplir en Amérique latine.

- Que doit-on faire à votre avis pour les riches et les puissants ?

- Certaines personnes se préoccupent de la question. Par exemple l'archevêque de Rio organise régulièrement des retraites spirituelles pour les hommes qui sont aux postes de commande et qui s'intéressent à l'évolution du pays. Il crée parmi eux de véritables cellules susceptibles de formuler une pensée nouvelle tournée vers la solution pratique des problèmes. Il y a aussi dans le monde de l'éducation des initiatives semblables.

Au Chili, nous avons été les témoins de démarches intéressantes faites par des syndicalistes. Ils ont convoqué une conférence sur le thème : une solution de rechange à la guerre des classes. Ils ont invité le Réarmement moral à apporter le fruit de son expérience. Cela nous a fourni l'occasion de donner des exemples pratiques de la façon dont un changement de l'homme peut avoir des répercussions sociales sur la famille, l'entreprise, la vie syndicale, etc. Comme me l'a confirmé un syndicaliste chilien, c'était la première fois que des employeurs et des syndicalistes de son pays appartenant à des organisations représentatives se rencontraient spontanément et librement pour discuter en toute franchise de questions les concernant.

Le président Pinochet, quelle que soit l'opinion qu'on puisse avoir de lui, a manifesté une certaine curiosité devant le fait que ces personnes avaient engagé le dialogue. C'est pourquoi il a invité certaines d'entre elles à le rencontrer.

Il faut dire à propos du Chili qu'il y a eu récemment des élections libres au sein des organisations syndicales. Je ne pense pas que la presse européenne en ait parlé. Des syndicalistes appartenant à l'opposition ont été élus à la présidence de certaines fédérations. Récemment, un groupe du Réarmement moral a été invité au Chili par des syndicalistes appartenant aux deux tendances du mouvement syndical, c'est-à-dire pro- et anti-gouvernementales. Ils ont dit eux-mêmes qu'un de leurs points d'accord était la nécessité du Réarmement moral.

Des Brésiliens qui ont mis en action le Réarmement moral dans leur pays sont souvent invités par leurs camarades chiliens. Ils ont aussi répondu à des invitations venant du Pérou et de Colombie, qui ont des régimes politiques très différents. Un journaliste péruvien qui a été à l'avant-garde des étudiants révolutionnaires de son pays m'a dit : « Le Réarmement moral a marqué notre vie de façon permanente. Nous savons la valeur de l'idée qu'il représente. Nous voulons en faire une réalité pour que l'avenir de notre pays soit différent. » En Colombie, nous avons constaté un intérêt manifeste, surtout parmi les milieux d'action sociale, et une visite prochaine et prolongée d'un groupe du Réarmement moral y est souhaitée.

- Vous avez parlé tout à l'heure de la population indienne. Que représente-t-elle dans une vue générale de l'Amérique latine ?

- Les Indiens ont une représentativité différente selon les pays d'Amérique latine. Au Mexique, les Indiens et les personnes ayant du sang indien forment 80 % de la population, et il s'agit d'un pays de 40 millions d'habitants. Au Guatemala, ils représentent 65 %. En Amérique du Sud, vous avez les descendants de l'empire inca. Il y a des millions de gens qui, aujourd'hui, parlent la langue aymara ou la langue ketchoua en Bolivie, au Pérou, en Equateur. L'influence indienne a marqué de façon extraordinaire le caractère et les traditions de chacun de ces pays. Les Péruviens, en particulier, sont très fiers de leurs traditions. Ils s'efforcent toujours de les préserver.

- Y a-t-il des Indiens détenant des postes de responsabilité ?

- Dans chaque pays, vous trouverez au parlement, dans les universités, parmi les enseignants des Indiens ou des métis. Dans certains pays nous en sommes arrivés au point où nous ne pensons plus automatiquement : « Un tel est un Indien, un tel l'est à moitié. » On ne réagit plus en ces termes, à moins d'être particulièrement susceptible. Le Pérou est à cet égard un très bon exemple.

Une des raisons pour lesquelles l'Amérique latine ne s'est pas développée au rythme souhaitable, c'est qu'elle n'a pas suffisamment pris de responsabilités vis-à-vis du reste du monde. Beaucoup d'entre nous avons à tort tenu pour acquis que l'Europe et l'Amérique nous prendraient en charge. L'idée que l'Amérique latine pourrait apporter son aide à d'autres régions du monde moins favorisées est essentielle pour notre avenir.

- L'Amérique latine est-elle précisément consciente des besoins de pays plus pauvres encore ?

- Certainement. Dans les écoles, les universités, les syndicats, cette conscience existe, mais pas encore vraiment le sentiment que l'Amérique latine pourrait contribuer à résoudre les problèmes. Le Réarmement moral a agi dans ce sens, c'est certain, mais cela doit se faire à une plus grande échelle.

Deuxièmement, je voudrais rappeler que la Banque mondiale, dans son dernier rapport annuel, a mis trois points très significatifs en évidence en ce qui concerne l'aide au tiers-monde en général. Premièrement que l'effort à mener pour améliorer la vie des hommes doit commencer là où se trouvent les intéressés ! Deuxièmement, que la raison d'être de tout développement est l'être humain lui-même. Troisièmement que la communauté villageoise est la pierre angulaire de la croissance d'un pays. Ces trois notions sont extrêmement valables pour notre propre situation en Amérique latine, car trop souvent les projets sont décidés par quelqu'un qui ne prend même pas la peine d'être présent là où le projet doit être exécuté.

Dans le nord-est du Brésil, j'ai vu un ensemble immobilier totalement neuf et totalement vide. Je suis allé parler aux personnes qui étaient censées l'habiter et elles m'ont dit ceci : « Nous n'avons pas l'habitude de faire notre cuisine entre quatre murs. Il y fait trop chaud. Tout ce dont nous avons besoin, c'est d'un toit de façon que l'air puisse circuler. Et puis, dans les chambres, nous n'avons pas la place d'y suspendre nos hamacs. Nous ne voulons pas de lits, car là aussi nous aurions trop chaud. Si seulement on avait demandé notre avis ! » Bien sûr l'expert qui a pris la décision de construire ces immeubles avait estimé qu'un hamac ne pouvait être qu'un symptôme de sous-développement.

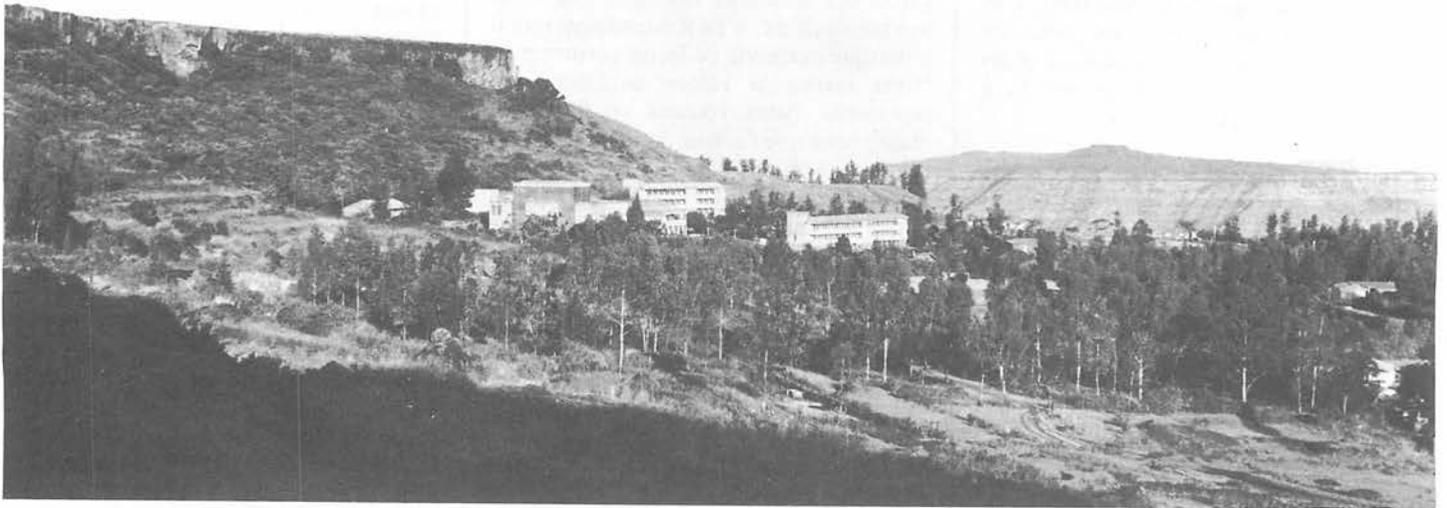
Les stratégies sont souvent inefficaces parce qu'elles ne sollicitent pas le consentement et la participation active de ceux dont la vie va être bouleversée par ces projets et ces stratégies. Et c'est là que le Réarmement moral peut jouer un rôle important.

Je crois que pour l'Amérique latine on pourrait se fixer comme objectif l'alphabétisation complète d'ici l'an 2000. Cela ne résoudra pas tous les problèmes, mais d'ici là les plus aigus d'entre eux pourront trouver des solutions.

**Propos recueillis
par Jean-Jacques Odier
et Konrad von Orelli**

« Dialogue sur le développement »

une conférence asiatique au centre de Panchgani, en Inde



« J'ai participé à quelque deux cents conférences sur le sujet du développement. Elles avaient un gros handicap par rapport à celle-ci : ici, les participants ont été d'une honnêteté radicale sur eux-mêmes et sur leurs pays respectifs. »

Ainsi s'exprimait le diplomate britannique Archibald Mackenzie lors de la conférence « Dialogue sur le développe-

ment » qui s'est déroulée du 29 décembre au 5 janvier derniers au centre du Réarmement moral de Panchgani, en Inde.

Nous reproduisons ci-dessous le compte rendu de cette conférence que nous a envoyé un participant français, M. Maurice Nosley.

La séance d'ouverture fut présidée conjointement par MM. Nehru, éminent diplomate et ancien gouverneur des Etats du Nord-Est de l'Inde, Rajmohan Gandhi, éditorialiste de l'hebdomadaire *Himmat* et Adhikari, secrétaire d'Etat pour le développement dans le gouvernement de Sri Lanka.

« Lorsqu'en 1947, le drapeau de l'Inde indépendante a été hissé sur nos bâtiments publics, dans une allégresse inouïe, nous espérions ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire dans lequel le courage et l'abnégation par lesquels la liberté avait été conquise seraient les moteurs qui arracheraient l'Inde à ses maux.

» On espérait bannir la maladie, la misère, l'ignorance dont souffrait le tiers-monde, établir la justice sociale et une distribution équitable des ressources. Trente ans plus tard, l'enthousiasme s'est éteint pour laisser place à la déception. »

Commençant par ce constat brutal qui faisait sentir l'ampleur et la difficulté de la tâche, le « Dialogue pour le développement » a rassemblé des faits qui constituent un espoir pour l'avenir.

Selon les mots du président de la séance de synthèse, M. Mathur, les participants indiens représentaient une « Inde en miniature », avec son immense diversité et

ses contrastes : fonctionnaires et diplomates aux côtés de paysans, ouvriers et directeurs d'usines, économistes et travailleurs sociaux, éducateurs attachés à l'héritage de Gandhi et jeunes venus tout droit des manifestations dans lesquelles les étudiants rallient aujourd'hui les foules alors que les politiciens ne font plus recette.

En écoutant ces Indiens durant une semaine entière, on pouvait retenir deux éléments majeurs :

Respecter l'héritage culturel

Il y a un développement, dont le meilleur nom serait *l'auto-développement*, qui se poursuit opiniâtement, qui englobe l'éducation primaire dans les villages, l'effort de reboisement, la révolution verte du Punjab aussi bien que l'artisanat rural.

De nombreux orateurs, tels C.S. Natu, figure gandhienne connue qui, depuis 25 ans, n'a pratiquement vécu que dans les villages, Jyotibhai Desai, éducateur, lui aussi attaché à l'Inde rurale, P.S. Jha, journaliste spécialiste des questions de l'énergie, ont persuadé leurs auditeurs que l'évolution la plus caractéristique de l'Inde

se fait aujourd'hui dans les campagnes profondes. Et pourtant, comme le dit M. Natu, « le village indien, dans lequel vivent 80 % de la population totale du pays, ressemble de près à celui d'il y a mille ans, sauf peut-être ici une école et une adduction d'eau, là un barrage ; les villageois sont le plus souvent analphabètes, les compartiments étanches des castes demeurent. »

Mais le concept du Mahatma Gandhi selon lequel le village était une petite république est toujours applicable. Il s'agit d'intéresser les villageois aux programmes de développement dont les élus locaux sont responsables. Cela marche là où quelques hommes, ou même un seul homme, en particulier s'il s'inspire de la pensée de Gandhi, font aller de pair dans le village un développement moral et spirituel avec le développement matériel. Les statisticiens réduits à leurs indices de croissance, les observateurs pressés ne semblent pas avoir encore perçu cela.

Mme Kamela Tyabiji, une ancienne avocate qui a consacré trente ans de sa vie à une œuvre sociale offrant à des centaines de milliers de femmes la possibilité de gagner un salaire, d'assurer du pain à leurs enfants si elles sont veuves ou abandonnées, a fait les remarques suivant-

tes : « On parle d'explosion démographique, on parle de chômage. Ce qu'il faut, c'est rendre les gens employables. Notre système d'éducation n'a pas su le faire parce qu'il est calqué sur celui de l'Occident, lequel est orienté en grande partie vers la production industrielle et où le pôle d'attraction devient la ville avec déséquilibre sinon rupture complète de la structure sociale. L'organisation W.I.T. (Women of India Trust) que j'anime s'efforce de trouver dans diverses branches artisanales le produit que des femmes peuvent fabriquer à domicile et, simultanément, cherche un marché pour ce produit. Ce développement respecte totalement l'héritage culturel de ces femmes et les conditions de leur vie sociale. »

Une Inde infiniment riche d'hommes

Un deuxième élément se conjugue avec ce que nous avons nommé l'auto-développement et on a pu l'apprécier chaque fois qu'un porte-parole de l'Inde montait à la tribune, qu'il soit jeune ou âgé : l'Inde est infiniment riche d'hommes. Nul ne nie l'ampleur des problèmes, nul ne nie la misère noire des faubourgs des grandes villes, les multiples manifestations contre la vie chère, les confrontations sanglantes, la rébellion renaissante des ethnies des Etats frontaliers. Mais dans chacune de ces situations, l'Inde possède aussi des hommes de qualité exceptionnelle pour assumer la responsabilité de la crise. De nombreux exemples en ont été donnés.

Les orateurs cités ci-dessus n'ont pas nié l'apport que l'industrialisation a procuré à l'économie indienne ; sans acier, sans industrie chimique, sans ciment, on sait bien que le paysan n'aurait ni bonne charrue, ni engrais, ni pompe, ni canaux d'irrigation nouveaux.

Mais les industriels sont sur la sellette. Des cadres de grands groupes comme Tata ou Bajaj, qui étaient à Panchgani, sont lucides sur les limites de l'essor industriel et son sous-produit, le bidonville. Souci partagé par des représentants du personnel qui ont donné des exemples d'une action dont ils avaient pris l'initiative. Tel l'ouvrier, inspiré par les « séminaires industriels » organisés régulièrement au centre du Réarmement moral, qui transforme les conditions de vie de son bidonville ou de son village (1).

L'apport des pays d'Asie et du Pacifique qui participaient à la rencontre a été empreint de la même franchise brutale sur les déboires du développement. Dans le cas de l'Australie, il appartenait aux aborigènes de faire comprendre à l'auditoire les sentiments d'un peuple que les blancs ont failli faire disparaître. A une époque plus récente, des essais de dévelop-

pement, émanant entre autres de gestes de bonne volonté du gouvernement, n'ont jamais su tenir compte de l'intégrité de l'héritage culturel des aborigènes et de leur identification avec la nature. L'aborigène Reg Blow, secrétaire du Conseil des Territoires d'Australie du Sud-Est, a déclaré avoir compris ici que la souffrance et les conflits n'étaient pas le lot des seuls aborigènes. « Mon amertume et ma haine empêchent le développement », a-t-il ajouté avant d'exprimer son intention de se joindre au « comité de conscience » dont les membres, en Australie, étudient les problèmes de leurs pays dans la perspective de ce qui leur semble moralement juste.

D'autres porte-parole des minorités ethniques, Indien d'Amérique ou Lapon du grand Nord de l'Europe, semblaient confirmer ce terrible jugement des faits, à savoir qu'un développement échoue s'il est amené de l'extérieur sans consultation, sans qu'il y ait eu auparavant une rencontre des cœurs entre celui qui offre – ou mieux entre celui qui doit partager – et celui qui participe en recevant.

La question se posait alors : si l'aide au développement n'a produit jusqu'à présent que des fruits amers, est-il possible de faire mieux ? Et comment ?

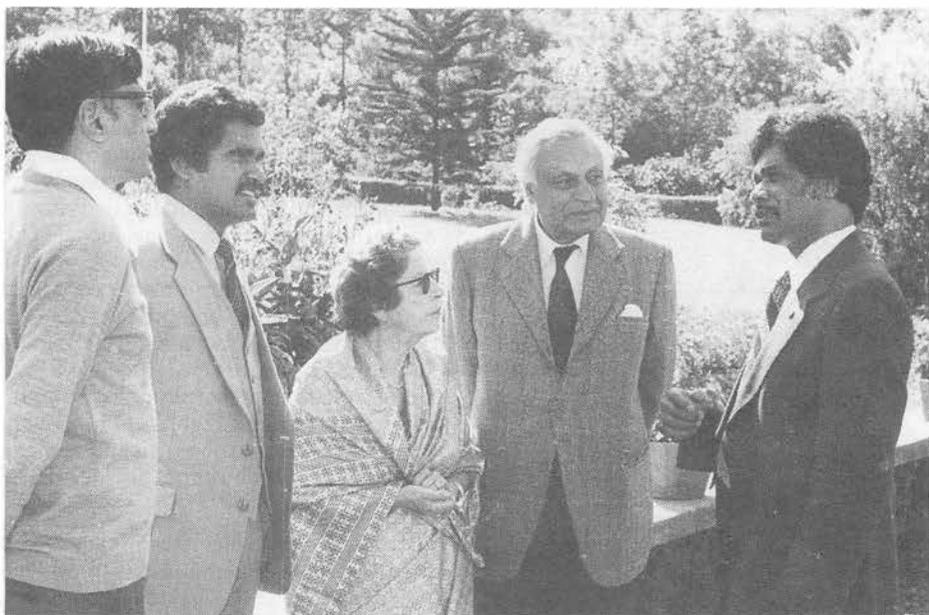
John Graham, jeune diplomate qui travaillait récemment encore au département d'Etat américain, raconta que, dans son service, on avait reconnu les graves défauts qu'avait leur programme d'aide : installations coûteuses et sophistiquées (usines, hôpitaux, grands ouvrages hydrauliques). En conséquence, un programme mieux adapté aux besoins ruraux élémentaires (charrues, pompes, etc.) fut



MM. Pham Dang Lan, Vietnamien vivant en France, et John Graham, ancien fonctionnaire au Département d'Etat américain, en conversation sur la terrasse d'Asia Plateau, le centre de Panchgani.

adopté par la Commission des finances. Ce résultat acquis, restait à procéder à l'attribution de l'aide sous cette nouvelle forme.

Le premier à la refuser fut le représentant du pays qu'on aurait cru le plus réceptif. Une seule raison : la méfiance d'un homme qui pensait : « Vous changez votre forme d'aide et mettez des conditions nouvelles au financement que vous nous aviez promis parce que vous craignez pour l'avenir la concurrence que nous pourrions vous faire sur le marché des produits de haute technologie. »



M. et Mme B. Nehru (au centre) avec Rajmohan Gandhi (à gauche) et deux responsables aborigènes australiens, Reg Blow (à droite) et Steve Hagan. Quatre cents personnes venues de trente pays ont participé à la rencontre.

Un double fossé à franchir

Les pays riches auraient tort de s'indigner de la méfiance des gens qu'ils s'efforcent d'aider. M. Mackenzie, ex-délégué britannique aux Nations Unies pour les questions économiques, a fermement recommandé une autre attitude : celle de l'honnêteté. « Depuis deux ans, j'ai participé à la commission chargée d'étudier les conditions du développement mieux connue sous le nom de son rapporteur, Willy Brandt, l'ancien chancelier d'Allemagne.

» Les travaux de la Commission Brandt ont été publiés et sont d'un extrême intérêt en vue de la prochaine rencontre Nord-Sud prévue à Mexico. Cependant, ces travaux avaient un gros handicap par rapport à la conférence où nous nous trouvons. C'est qu'ici les participants ont amené une honnêteté radicale sur eux-mêmes et sur leur pays, honnêteté qui faisait défaut dans les forums que j'ai connus.

» Il y a certes un fossé à franchir entre riches et pauvres pour que les ressources du globe soient réparties plus équitablement. Mais comment franchir cet autre fossé qui bloque aussi le développement : d'un côté la théorie que l'on énonce ; de l'autre, le comportement qui s'écarte de cette théorie et que les autres ne remarquent que trop bien.

» Un ce ces fossés s'est creusé à cause des promesses faites par les pays riches et

qui n'ont pas été tenues, notamment en matière de financement des programmes. »

Une zone débarrassée de la haine

M. Mackenzie a dit par ailleurs : « On a cru mesurer le développement par rapport au produit national brut par tête d'habitant, le fameux P.N.B. Le meilleur slogan semblait être : augmentons le P.N.B. On découvre maintenant que le slogan sonne creux. On a oublié le développement complet de l'homme et sa dimension personnelle, spirituelle.

» Il y a grand avantage à diriger le projecteur du développement, comme nous le faisons ici, sur ce qui englobe l'homme tout entier car chaque homme y participera. Voici un exemple : des hommes politiques affirment en ce moment que le développement de maints pays d'Asie passe par une décision que pourraient prendre certaines puissances : faire de l'Océan Indien une « zone dénucléarisée ». Bien. Mais peu de gens ont accès aux bureaux ou prétoires où une telle cause sera plaidée. Si l'objectif proposé, par contre, était de faire de l'Océan Indien une « zone débarrassée de la haine », chacun serait mis au défi et aurait quelque chose à faire. »

On songe alors aux peuples engouffrés dans la guerre, souvent malgré eux, abreuvés de malheurs et de souffrance.

Les interventions d'un Libanais et de réfugiés du Vietnam, du Cambodge et du Laos ont ému les participants lorsqu'ils ont fait le récit des drames auxquels ils sont mêlés. Quel développement peut-on espérer avant que les armes ne se taisent ?

La présence de participants des trois pays de la péninsule indochinoise était en soi porteuse d'espoir. Le général Pham Dang Lan, du Vietnam, a déclaré : « Ma première parole, mon premier désir, après avoir entendu nos frères cambodgiens et laotiens, est de leur demander pardon, en tant que Vietnamien, de toutes les souffrances qu'ils ont subies. »

A un certain moment de l'histoire, les pays nantis qui, jusque là, avaient gardé bonne conscience devant le sous-développement des plus pauvres, ont perdu cette bonne conscience. Dans un « Dialogue pour le développement », c'est une première étape grâce à laquelle, on peut l'espérer, l'aide se mettra en place sous une nouvelle forme par la consultation, par un partage entre riches et pauvres.

Mais aujourd'hui, nantis et pauvres ne peuvent pas non plus garder bonne conscience devant les petits peuples laminés par la guerre.

Nous sommes tous responsables de la réconciliation qui précède toute solution durable des conflits, faute de quoi des millions d'enfants s'enfonceront dans le sous-développement.

Maurice Nosley

1) Voir *Changer* n° 106, août 1980.

Nouvel An à Caux : 350 participants



Le Centre du Réarmement moral à Caux, en Suisse, a une fois de plus ouvert ses portes pour la période du nouvel an : parmi les quelque 350 personnes, on remarquait une cinquantaine de Français, dont dix amenés par une octogénaire nantaise. Un autocar venu d'Allemagne avait été frété par un groupe de Mannheim. Ce groupe comprenait des étudiants, de jeunes Africains et deux familles laotiennes résidant en Allemagne ; un jeune fonctionnaire nigérian est revenu à Caux pour parfaire sa formation. Auparavant, il avait estimé nécessaire de se mettre en règle avec les autorités fiscales de son pays.

Les réunions plénières ont eu pour thème : « Une génération frustrée » (sans préciser laquelle !) « Vivre à contre-courant », « Agir sur le terrain », « Points d'ancrage de la vie », « Les tâches à entreprendre en 1981 ». Des séminaires

ont porté sur l'Islam, l'Amérique latine et le Zimbabwe.

A la fin de la session, deux étudiantes suisses ont annoncé une réunion, en février, à Bienne, destinée à mobiliser leurs camarades pour une session de l'été à Caux animée par la jeune génération. Un jeune ménage bernois, qui a pris l'initiative de monter une pièce d'Alan Thornhill et Hugh Williams, *Return Trip*, traitant du problème de la drogue, a fait part d'un programme de représentations en Suisse et à l'étranger. Cinq Bernois se sont libérés de leur emploi pour rendre possible cette tournée.

Les moins de treize ans ont marqué la conférence de leurs convictions. L'un d'eux avait pris avec un syndicaliste suédois chevronné la responsabilité de l'épluchage. Pratiques, les jeunes ont pris l'initiative d'une collecte pour couvrir les frais de l'aménagement d'une nouvelle salle de rencontres et de jeux pour les enfants, y mettant aussi de leur poche. Chaque jour, ils se réunissaient pour discuter des réunions et s'aider mutuellement à pratiquer l'honnêteté et le moment de silence.

Une passion, une vocation

**Professeur et organiste,
Monique Chaurand confie ses raisons de vivre**

« Depuis quinze ans que j'habite Montpellier, j'ai reçu entre 3 500 et 4 000 étudiants chez moi », déclare Monique Chaurand, enseignante et musicienne, originaire de Lyon. Vivant avec sa mère de 86 ans, approchant elle-même la soixantaine, Mlle Chaurand apparaît comme une personne active. Professeur de musique aux Ecoles normales de Montpellier, chrétienne engagée, sa plus grande joie est de faire de sa vie « un témoignage simple et réel qui parle aux cœurs des autres » dans les milieux où elle travaille, et, pourrait-on ajouter, dans le service original auquel elle utilise son appartement : l'accueil des étudiants étrangers, dans une ville universitaire qui en compte environ quatre mille.

Changer : Avez-vous une passion ?

– La musique est une des passions de ma vie, l'orgue en particulier. J'ai fait la découverte irremplaçable d'un instrument aux multiples facettes et aux possibilités fantastiques. Pouvoir en jouer, apprendre à se maîtriser pour obéir aux exigences de la technique mains-pieds, que c'est passionnant ! Dans ma vie, cette passion a joué un rôle déterminant : école de discipline, catalyseur d'énergie, source d'équilibre, elle m'a aussi permis d'établir des contacts avec des publics variés.

– Pour vous, qu'est-ce qu'une femme d'action ?

– Une femme d'action, c'est quelqu'un qui ne perd pas son temps en palabres interminables ou en rêveries inutiles. Sa préoccupation constante est de faire, de réaliser. L'activisme la guette, forcément, et quand il n'y a plus rien au programme, c'est le grand vide. La discipline du moment de silence quotidien m'a aidée à trouver une perspective pour chaque journée et les priorités qui en découlent. J'ai appris à faire passer les gens avant les choses et à faire les choses pour les gens. Mes journées ne sont plus remplies comme des valises qu'on n'arrive pas à fermer. Mais la tentation demeure. J'ai aussi appris à « perdre mon temps » parfois, ce qui est l'art d'une vie dirigée par Dieu. Une rencontre inattendue, une visite inespérée peut alors se présenter.

– Pourriez-vous évoquer une étape importante de votre vie ?

– Il y a une trentaine d'années, j'ai fait la connaissance d'Irène Laure, une des premières socialistes élues députés en France. En me parlant de la bataille idéologique dont le monde est l'enjeu, elle a fait appel à mon sens de responsabilité.

A l'époque, ma conscience des problèmes mondiaux correspondait au poids d'une plume de canard. J'ai d'abord ressenti une sorte d'insécurité, qui traduisait la confusion morale qui m'habitait. Mme Laure m'a parlé du phénomène de balancier dans l'alternance des révolutions : quand l'une faiblit, l'autre renaît. Ainsi, le matérialisme est apparu quand le défi permanent du christianisme a perdu sa force. J'étais de nature à m'engager et si je n'avais pas rencontré Irène Laure, je me serais peut-être engagée dans un mouvement politique extrémiste. Mes aspirations chrétiennes profondes ont ressurgi et, aux côtés de milliers d'hommes et de femmes, je me suis engagée dans une révolution chrétienne, celle du Réarmement moral. Au départ, ce ne fut pas glorieux. J'ai

appris à attendre, à travailler en équipe et admettre mes erreurs également !

– Qu'est-ce que s'engager pour vous ?

– L'engagement c'est le don de soi à une cause, c'est un contrat que j'ai passé en obéissant à un appel reçu ; un contrat à renouveler chaque jour. S'y tenir demande de la persévérance pour quelqu'un comme moi : j'ai toujours tellement aimé faire ce que je voulais. Mon engagement au service des autres m'est un rappel constant à beaucoup moins m'agiter, à moins peser sur autrui avec mes préoccupations personnelles, à écouter beaucoup plus qu'à parler, à aimer plus qu'à juger ; beaucoup plus penser aux autres dans le détail pratique comme par souci spirituel, cultiver le sens de ce qu'ils sont appelés à devenir. Beaucoup moins me prendre au sérieux, en ce qui me concerne, accepter l'opposition, l'affrontement, les attaques, l'indifférence même ; être honnête sur mes propres faiblesses. J'ai lâché pied parfois, me suis reprise et en mai 1968, j'ai décidé de me consacrer aux jeunes...

– Votre foyer est effectivement un lieu où passent beaucoup de jeunes...

– Il y a quinze ans, j'arrivais à Montpellier, n'y connaissant personne. J'ai commencé par inviter chez moi des collègues et des élèves. Puis j'ai découvert l'association « Portes ouvertes », qui permet aux familles françaises de se mettre en contact avec des étudiants étrangers à Montpellier. Depuis, j'ouvre mon appartement un



« Je sème mon amitié à tout vent. » Mlle Chaurand entourée de quelques uns des étudiants étrangers qu'elle accueille régulièrement chez elle.

week-end par mois à ceux qui veulent y venir. J'en profite pour faire part de mes idées et convictions personnelles, parfois en montrant des films allant dans le sens de mon engagement avec le Réarmement moral. J'invite aussi les jeunes à faire connaissance les uns des autres, à apprendre à se respecter dans la différence. Les nationalités les plus diverses défilent, l'enrichissement est d'autant plus grand : Marocains, Tunisiens, Togolais, Sénégalais, Égyptiens, Turcs, Asiatiques du Pakistan, de Corée, de Thaïlande, du Japon mais aussi Américains, Polonais, Portugais... Il y a ceux qui reviennent, ceux qui disparaissent, ceux qui écrivent après qu'ils sont repartis... La population étudiante est très mouvante. Je sème mon

amitié à tout vent ! Certains s'en étonnent mais un jeune Égyptien disait récemment : « Venir chez vous, ça coupe la solitude ! » « Au restaurant universitaire ou aux cours, on ne va pas forcément les uns vers les autres », disait un de ses compagnons.

– **Que représente une telle activité pour vous, personnellement ?**

– C'est un moyen de créer un esprit de famille autour de moi et de ma mère ; cette dernière aussi joue un rôle dans toute cette aventure, y apportant le regard de la sagesse et son écoute attentive des jeunes en même temps que la sérénité de sa foi. Je tiens à souligner que j'agis en réponse à un appel perçu et non avec un objectif

sentimental. Pour moi, il s'agit d'assumer ma part de responsabilité envers les jeunes qui franchissent le seuil de mon appartement : je les aide de mon mieux sur des points pratiques mais aussi dans des soucis d'ordre plus personnel. Je m'efforce aussi de leur faire découvrir la responsabilité qu'ils ont envers leur propre pays. Un bon nombre en effet partent mus essentiellement par un esprit d'indépendance et d'aventure. L'avenir est entre leurs mains ; ils se trouvent dans la tranche de vie où les choix se font, aussi je veux nourrir en eux le sentiment qu'ils ont chacun un apport particulier à faire à leur pays et au monde entier. »

Propos recueillis par Nathalie O'Neill

TRIBUNE DU MONDE

CANADA

Un chef indien et les droits de l'homme

En ce début d'année 1981, le gouvernement canadien a demandé au gouvernement britannique de lui rendre la pleine souveraineté sur sa constitution en lui permettant de la rapatrier. Nous reproduisons ci-dessous un article de Paul Campbell écrit pour l'hebdomadaire *New World News*, dans lequel il donne les réactions d'un chef indien.

David Crowchild, un des chefs indiens les plus connus au Canada, a envoyé récemment une lettre au premier ministre, M. Trudeau, et aux députés, dans laquelle il était dit : « Etant donné que nous sommes les premiers habitants du Canada, nous estimons avoir voix au chapitre lors de la prochaine conférence constitutionnelle puisque nous en subissons les effets. »

Cette lettre, qui avait reçu le soutien des autres chefs indiens du Canada lors de leur Conférence constitutionnelle des Premières Nations, lance un appel pour que le Canada reste uni sous un même drapeau et une même couronne et pour que les droits des Indiens soient préservés. On pouvait également y lire : « Si chacun se préoccupait assez des autres, et songeait à partager davantage, il y aurait assez pour tous, sous le regard divin. »

Le chef Crowchild est l'un des chefs du

Traité N° 7 (Groupe de chefs se référant au traité signé en 1887 entre leurs prédécesseurs et des représentants de la reine Victoria).

Avertissement aux « non-indigènes »

Ils sont tous en désaccord avec les méthodes du gouvernement canadien et les conditions prévues pour le rapatriement de la constitution. Il n'est pas possible, disent-ils, aux « non-indigènes » d'imposer aux Indiens une affiliation à leur constitution. Toute transformation de la constitution qui aura des conséquences sur leur sort, sur leurs relations avec le Canada, le Royaume Uni ou la Couronne, ne peut être décidée qu'avec leur accord, sinon leur consentement. Pour soutenir leur point de vue, ils font référence au traité de 1887. Ces chefs seraient ouverts à de nouvelles discussions avec les autres Canadiens sur la base de l'auto-détermination et de l'égalité des peuples.

Les Indiens pensent que leurs droits doivent être inscrits dans les textes parce que l'expérience leur a appris à ne pas faire confiance à l'homme blanc. Quoiqu'il en soit, le chef David Crowchild ne croit pas qu'un document puisse à lui seul



protéger des droits ou changer des attitudes. Les garanties des droits de l'homme sont à la mesure du sens de justice et de responsabilité de tous les citoyens, de leur sagesse dans le choix de leurs dirigeants et dans leur volonté de les soutenir dans leur tâche. Pour contribuer à développer de telles qualités chez tous les Canadiens, le chef Crowchild convoque une conférence du Réarmement moral dans l'Alberta, du 11 au 13 avril prochains.

*Il a fallu 20 ans à Wilberforce
pour mettre fin à la traite des noirs*

Un parlementaire aux prises avec son temps

par Philippe Lasserre



« Le Tout-Puissant m'a confié deux grands objectifs : l'abolition de la traite des noirs et la réforme des mœurs. » C'est un jeune parlementaire anglais de vingt-huit ans, William Wilberforce qui, il y a presque deux cents ans, exprimait en ces termes ce que serait le fil conducteur de sa vie, le combat auquel il allait se consacrer.

Figure malheureusement peu connue en France, ce contemporain et ami du jeune premier ministre William Pitt a vécu lors de la révolution française, des guerres napoléoniennes et de la Régence, à une époque où les idéaux humanitaires, a fortiori les principes moraux, étaient loin d'être la préoccupation première du monde politique et de « l'Establishment » londonien.

Le 12 mai 1787, Wilberforce bavardait gaiement avec le premier ministre et son cousin Grenville, au pied d'un chêne dans la vallée de Keston. « Pourquoi ne présentes-tu pas aux Communes une motion sur la traite des noirs ? » demanda soudain Pitt à son ami. C'est à cet instant que celui-ci prit la décision qui mûrissait en lui depuis quelque temps et qui allait mettre un terme à l'une des plus grandes infâmies du XVIII^e siècle : la traite des noirs et l'esclavage qui, en Angleterre et dans ses colonies, furent abolis respectivement en 1807 et en 1833.

Wilberforce est aussi l'homme qui, avec un groupe d'amis qu'on a appelé « les saints », a introduit un courant nouveau dans la vie publique de son pays avec, à long terme, d'importants résultats dans la législation sociale. Pour l'un de ses biographes (1) il était « la conscience de la nation », pour un autre (2) « l'arbitre de l'Angleterre ».

A la conquête de Londres

Né en 1759 à Hull, sur la côte orientale de l'Angleterre, William Wilberforce était issu d'une riche famille de négociants et de banquiers. Elevé chez un oncle et une tante très marqués par l'esprit évangélique que les frères Wesley avaient insufflé au pays, il fut, par la suite, arraché par sa mère à cette influence « méthodiste » qu'elle jugeait néfaste. Durant ses études à Cambridge, il fit la connaissance de William Pitt, dont le père avait déjà gouverné l'Angleterre de 1756 à 1768. Plus intéressés par la vie mondaine et la politique que par les études proprement dites, les deux jeunes gens se présentèrent aux élections de 1780 et, à l'âge de vingt-et-un ans l'un et l'autre, se retrouvèrent sur les bancs de la Chambre des Communes. « Si j'étais resté chez mon oncle, devait écrire par la suite

Wilberforce, je serais sans doute devenu un méthodiste pieux et méprisé. Mais j'ai pu découvrir le monde politique et me rendre utile à quelque chose. »

De caractères complémentaires – Pitt était timide, ardent au travail, brillant dans l'art de manier les concepts et les grandes idées, tandis que Wilberforce était vif, sociable et sensible – les deux amis étaient quasiment inséparables. Ils eurent vite fait de conquérir Londres par leur charme et leur joie de vivre, mais aussi par leur talent oratoire, surtout dans le cas de Wilberforce. Celui-ci se révéla d'ailleurs un excellent chanteur et obtint autant de succès dans les salons de la haute société, où on le surnomma le « rossignol des Communes », que par ses discours au parlement.

En 1783, à l'issue d'une grave crise politique portant sur la gestion de la Compagnie des Indes, Pitt devenait premier ministre. Il avait vingt-quatre ans. Jamais auparavant, ni depuis, l'Angleterre n'avait été dirigée par un homme aussi jeune.

Wilberforce aussi, malgré son jeune âge, avait atteint une position unique dans la société et dans le monde politique. Les succès, les portefeuilles ministériels, tous les plaisirs de la vie étaient à portée de main de ce jeune homme de bonne fortune et de grand talent. Il avait accès aux secrets du cabinet de son ami le premier ministre et était reçu dans toutes les grandes maisons.

En 1785, lors d'un voyage en France et en Italie avec un ami professeur à Cambridge et après une étude approfondie de la bible, Wilberforce procéda à une révision complète de sa vie qui va bouleverser les perspectives enivrantes qui s'ouvraient à lui jusqu'alors. Il se retrouva un homme nouveau, se fixa d'autres objectifs, se découvrit une destinée. Ce changement s'inscrivait dans le sillage du renouveau spirituel déclenché dans le pays par les frères John et Charles Wesley.

C'est à ce moment qu'il prit l'habitude de consacrer à Dieu les premières heures du jour. « J'ai commencé il y a trois ou quatre ans à me lever très tôt, écrit-il par la suite. Dans la solitude du matin, je me suis entretenu avec moi-même et il m'est venu quelques pensées dont je crois qu'il sortira quelque chose. » C'est alors qu'il démissionna des cinq clubs dont il était membre et renonça au jeu, à la danse, à la boisson et même au théâtre. « Durant mes premières années au parlement, je n'ai rien fait – rien qui correspondît à un but valable. J'étais le seul objet de mes préoccupations », devait-il avouer. Fort de cette nouvelle expérience, il s'attaqua alors aux deux grandes tâches de sa vie.

L'Angleterre était à l'époque la première nation du monde pour ce qui est du commerce triangulaire (pacotille d'Angle-

terre en Afrique, « bois d'ébène » d'Afrique aux Antilles, rhum et autres produits exotiques sur le chemin du retour), un commerce qui rapportait aux armateurs et autres entrepreneurs des bénéfices allant jusqu'à 100 % et alimentait une bonne part de l'économie nationale. Ce commerce, légalisé par différents textes et traités, dont une clause du traité d'Utrecht, était considéré comme essentiel à la vie du pays. Les armateurs et marchands d'esclaves, liés par des intérêts communs aux planteurs des colonies, disposaient aux Communes d'un puissant groupe de pression « acheté » parmi les élus des circonscriptions « pourries » (*rotten burroughs*).

A quatre voix près

La campagne pour l'abolition de cette « institution », selon le terme même de l'époque, devait occuper vingt années de la vie de Wilberforce. Il avait vu un jour la maquette d'un navire transporteur d'esclaves, rencontré un ancien capitaine négrier devenu pasteur méthodiste, entendu mille et une histoires horribles de ce que subissaient ces esclaves dont on croyait bien sincèrement le sort supérieur à celui de leurs congénères restés dans leur village. De 1787 à 1807, faisant appel à toutes les ressources de son talent oratoire, il présenta pratiquement chaque année aux Communes une nouvelle motion visant à l'abolition. Il s'appuyait pour cela sur de nombreuses pétitions suscitées à travers le pays, ralliait autour de lui tous ceux qui, jusqu'à ce moment, n'avaient pas eu le courage de s'attaquer à ce mal, se heurtait de plein fouet au courant réactionnaire encouragé en Angleterre par la menace des événements révolutionnaires en France. En 1797, il ne lui manqua que quatre voix pour l'emporter : les anti-abolitionnistes l'avaient floué en entraînant les députés hésitants à une représentation à l'opéra-comique le soir même du vote !

En 1807 enfin, avec une majorité écrasante de 283 voix contre 16, l'abolition était votée. « Eh bien ! s'écria alors un Wilberforce épuisé et rayonnant, qu'allons-nous abolir maintenant ? »

De fait, ce n'était qu'un début, car il fallait ensuite obtenir des autres puissances coloniales, notamment l'Espagne et le Portugal, qu'elles en fassent autant et s'assurer les moyens, sur les mers, de combattre le commerce esclavagiste clandestin. Le Congrès de Vienne, puis un accord avec les Etats-Unis, devaient régler les derniers détails de cette longue lutte aux nombreuses implications internationales (3). Quant à Wilberforce, il savait qu'il fallait désormais abolir l'esclavage lui-même, ce qui ne fut fait qu'en 1833 : c'est sur son lit de mort qu'il apprit la nouvelle de l'émancipation des 800 000 esclaves des territoires britanniques des Antilles.

Durant toutes ces années, Wilberforce n'avait pas oublié son autre objectif, la réforme des mœurs. Une tâche encore plus vaste, surtout dans l'Angleterre pré-victorienne de l'époque, dominée par une aristocratie peu consciente des besoins et des souffrances des classes pauvres et peu convaincue que ses mœurs avaient en quoi ce soit besoin d'être réformées. « La vénalité de la vie politique d'alors, selon un historien, n'était que la contre-partie de la dureté de cœur et de la décrépitude morale qui prévalaient dans les classes dominantes. » Alors que, pour les riches, la société n'était qu'un vaste casino, des femmes et des enfants de moins de sept ans travaillaient dans les mines dans des conditions inhumaines. Dans les grandes villes, le maintien de l'ordre était à peine assuré. La religion d'Etat, sclérosée et trop bien établie dans ses privilèges, ne faisait rien d'autre que de rester

attachée au statu quo (7 000 prêtres sur 11 000 ne résidaient pas dans leur paroisse). Il est vrai que le raz de marée méthodiste avait commencé à toucher profondément les classes moyennes, « rendant les égoïstes oublieux de soi, les malheureux heureux, les mondains soucieux de valeurs spirituelles, les ivrognes sobres, les mécréants croyants et les imprévoyants économes » (Overton).

Dans le climat de décadence qui caractérisait les milieux dirigeants, comment donc allait s'y prendre le jeune député, pour qui « la régulation du comportement extérieur des gens n'allait pas changer leur cœur » ?

Sa première initiative, dès 1787, fut d'inspirer le roi Georges III à publier une *Proclamation royale contre l'immoralité et le vice*, ce qui peut paraître une démarche artificielle et inefficace mais qui, en quelque sorte, servit de relais pour créer un nouveau courant d'opinion. Wilberforce vit un nombre grandissant de membres de « l'Establishment » se rallier à ses vues, des associations ou sociétés pour la réforme des mœurs se créer un peu partout, les juges et les autorités veiller avec plus de sérieux à l'application des lois contre la criminalité. On vit aussi des jeunes filles bien nées, animées de ce nouvel état d'esprit, s'introduire comme gouvernantes dans les grandes familles aristocratiques et y exercer une influence non négligeable sur leurs enfants.

Parallèlement, tout un travail se faisait parmi les couches plus populaires de la société et de vastes campagnes de distribution de brochures et de tracts étaient organisées par différents groupes, à un rythme d'environ vingt millions d'exemplaires par an. Cela n'était pas de la grande littérature, mais a eu une influence énorme.

« Entre 1780 et 1850, les Anglais ont cessé d'être une des nations les plus agressives, brutales, bruyantes, bagarreuses, cruelles et sanguinaires du monde, pour devenir l'une des plus policées, ordonnées, courtoises », note l'historien Henry Perkins qui, il faut le dire, ajoute à sa liste les adjectifs « prudes et hypocrites ». Nul doute néanmoins que les efforts de Wilberforce, y compris son livre publié en 1793, où il mettait en opposition le christianisme tel qu'il était vécu par les classes dirigeantes anglaises et « le vrai christianisme », un livre qui eut un énorme succès, ont contribué à jeter les fondations de la grande Angleterre de l'époque victorienne.

Non au « syndrome de l'impuissance »

Depuis sa conversion, Wilberforce regardait aussi le parlement — où il siégea de 1780 à 1833 ! — comme le « creuset moral de la nation, où sont coulées les valeurs morales et politiques ».

« Lorsqu'il entra (aux Communes), commente Garth Lean, il était un des trois députés qu'on pouvait vaguement associer à un christianisme vivant. Moins d'un siècle plus tard, une centaine de députés, et autant de membres des Lords, suivaient son exemple. Leur présence contribua énormément à faire de la Chambre, d'un club dont les membres ne se souciaient que de leur propre intérêt, une assemblée responsable du bien public. Wilberforce et ses amis introduisirent des débats portant sur de grands problèmes et firent en sorte que les décisions soient prises non en fonction d'intérêts limités, mais de ce qui est moralement juste. »

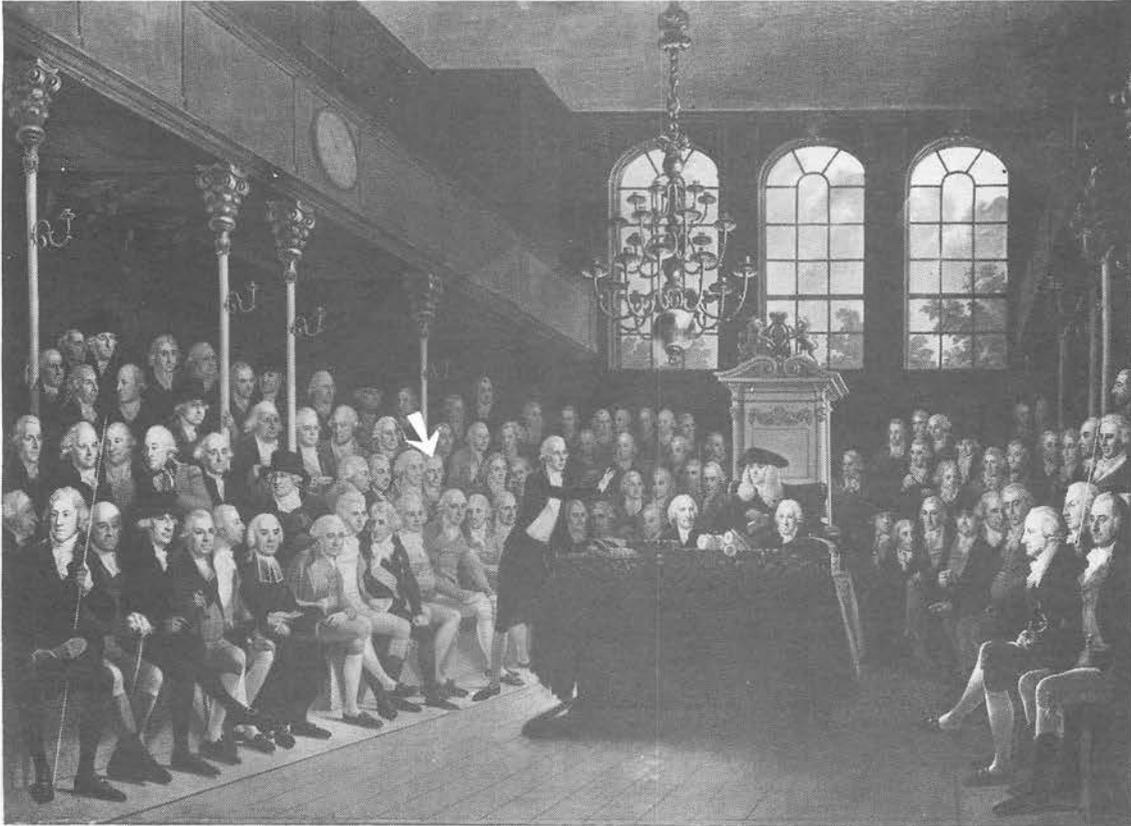
Il est également indéniable, selon Lean, que ce groupe fit beaucoup pour créer la tradition britannique de la démocratie parlementaire et assurer son rayonnement.

Deux forces ont soutenu Wilberforce dans sa vie et dans son combat, en plus de sa femme et de ses six enfants (dont trois allaient devenir pasteurs, et l'un d'eux évêque !): sa qualité de vie et le groupe d'amis dont il faisait partie. Son engagement irrémédiable le mit d'emblée à l'abri des effets néfastes de la calomnie et des attaques de toutes sortes dont il fut l'objet. Sa discipline, la façon dont il se surveillait lui-même, comme les heures de méditation qu'il se réservait tous les matins (et durant la quasi totalité de ses dimanches) lui permirent de puiser aux vraies sources. Quand on sait les pressions auxquelles sont soumis les hommes politiques, de nos jours plus encore qu'alors, quand on entend des parlementaires ou des ministres affirmer qu'ils n'ont pas le

temps de penser, force est de constater que Wilberforce détenait un secret dont bon nombre de nos contemporains auraient besoin.

Wilberforce avait rassemblé autour de lui une véritable communauté d'hommes politiques chrétiens (six députés, un ancien gouverneur des Indes, un directeur de la Compagnie des Indes, des publicistes, etc.) qui vivaient tous dans le même village de Clapham, partageaient leurs peines et leurs joies, mangeaient souvent à la même table, s'entraidaient dans leurs décisions, pratiquaient la « correction fraternelle ». Un phénomène unique qui semble ne s'être jamais reproduit depuis lors dans la vie publique anglaise.

Ce groupe de Clapham, « les saints », comme on les a



Une séance de la Chambre des Communes en 1793, durant un discours de William Pitt (debout), le jeune Premier ministre ami et contemporain de Wilberforce (flèche). D'après un tableau de Karl Anton Hickel.

appelés, s'attelèrent à de grandes causes, se firent les champions de l'émancipation des catholiques en Angleterre – la religion établie était à l'époque très intolérante à leur égard – créèrent les célèbres *Church Missionary Society* et *British and Foreign Bible Society*, intervinrent au nom des victimes des guerres napoléoniennes, défendirent devant les autorités les intérêts des Indiens d'Amérique, des Haïtiens, des Hottentots, prirent position contre les déportations en Australie ou les châtiments corporels dans l'armée.

Une partie de la législation de l'époque porte la marque de leurs actions, notamment en ce qui concerne les colonies africaines, l'Inde, le travail dans l'industrie.

Dans l'épilogue de son livre sur Wilberforce, Garth Lean évoque le « syndrome de l'impuissance » qui fait que, de nos jours, on en vient à la conclusion que l'individu ne peut rien faire pour changer le cours des événements. Un phénomène qui a affaibli et paralysé la majorité des chrétiens, malgré tout

ce qu'il y a dans la tradition chrétienne de contraire à cette idée. Wilberforce, lui, a donné la preuve qu'un homme peut changer son époque, mais qu'il ne peut pas le faire seul.

William Pitt, lorsque son meilleur ami s'était engagé sur une nouvelle voie, avait pris peur : pour lui, l'Angleterre perdait un homme d'Etat. N'est-ce pas l'inverse qui s'est produit ce jour-là ?

(1) Garth Lean : **God's politician, William Wilberforce's struggle**, Editions Darton, Longman et Todd, Londres, 1980. C'est de cet ouvrage que la plupart des informations contenues dans cet article ont été tirées.

(2) John Polloch, **William Wilberforce**, Editions Constable, 1977.

(3) En France, l'esclavage a été aboli dès 1794 par la Convention et en 1848 dans les colonies d'Amérique et d'Afrique.

Du comportement des oiseaux migrateurs d'Europe.



Fauvette grisette
Chant: «vedvedved»
Été: haliers bien exposés, dans toute l'Europe.
Hiver: de préférence dans les régions broussailleuses du Sahel.



Rousserolle verderolle
Chant: bavardage rythmique avec imitations de divers chants d'oiseaux.
Été: principalement en Europe orientale.
Hiver: dans les étendues de broussailles et les hautes herbes, Afrique orientale.



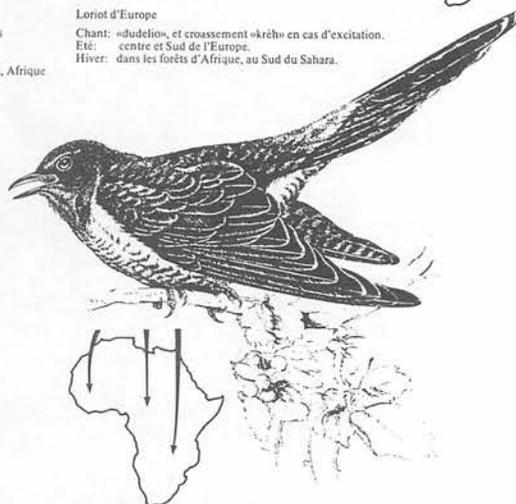
Lorient d'Europe
Chant: «dudeli», et croassement «kré» en cas d'excitation.
Été: centre et Sud de l'Europe.
Hiver: dans les forêts d'Afrique, au Sud du Sahara.



Hirondelle de cheminée
Cri: «tsuit-tsuit»
Été: en Europe, sauf dans l'extrême Nord.
Hiver: en Afrique, au sud de 10° lat. septentrionale.



Pie-grièche écorcheur
Cri: «tchek tchek»
Été: Europe centrale.
Hiver: Afrique tropicale et province du Cap.



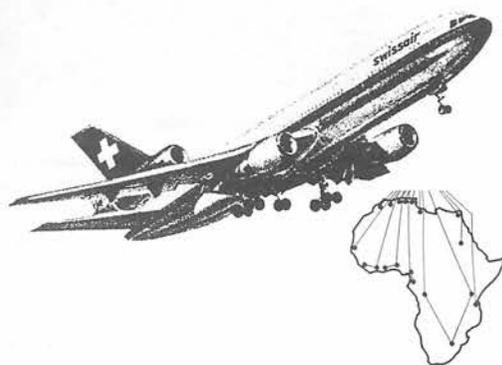
Coucou gris
Chant: «woucou» pour le mâle, et une sorte de gloussement pour la femelle.
Été: dans toute l'Europe.
Hiver: dans les savanes et forêts d'Afrique.



Martinet noir
Cri: «srih, srih»
Été: en Europe, sauf dans l'extrême Nord.
Hiver: en Afrique tropicale et subtropicale.



Rougequeue à front blanc
Cri: «houit» ou «houit-tec-tec»
Été: dans toute l'Europe, jusqu'à la limite des forêts.
Hiver: dans les savanes et steppes, du Sahara à l'Équateur.



Swissair Mc Donnell Douglas DC-10-30
Chant: «Sssssss»
Été et hiver: Centre de l'Europe (Suisse) et Afrique. Vole de concert avec les variétés DC-8 et DC-9, en toute saison, 54x par semaine de Genève ou Zurich vers 19 villes d'Afrique (4x vers Casablanca, 2x vers Oran, 6x vers Alger, 2x vers Annaba, 4x vers Tunis, 4x vers Tripoli, 3x vers le Caire, 2x vers Khartoum, 2x vers Nairobi, 2x vers Dar-es-Salaam, 3x vers Johannesburg, 2x vers Kinshasa, 1x vers Libreville, 1x vers Douala, 4x vers Lagos, 3x vers Accra, 2x vers Abidjan, 2x vers Monrovia et 3x vers Dakar).
Des observateurs ont relevé que cet oiseau se rendait à intervalles très réguliers en Afrique et qu'il s'en retournait ponctuellement vers le Centre de l'Europe (Suisse).
Signe distinctif: croix blanche sur queue rouge.
Horaire d'été valable du 1.4 - 31.10.80.

Tous ces oiseaux, que l'on peut qualifier de «migrateurs longue-distance» volent durant la nuit à l'exception des chasseurs d'insectes aériens (hirondelles et martinets). Mettant à profit le vent arrière, ils peuvent franchir d'une traite 400 à 800 kms, traversant la Méditerranée et le Sahara

non-stop en s'orientant d'après les étoiles et à l'aide du magnétisme terrestre. Les données scientifiques nous ont été aimablement communiquées par la Station ornithologique suisse de Sempach. De plus amples renseignements sur les mouve-

ments migratoires du DC-10-30 et de ses espèces apparentées, le DC-8 et le DC-9, vous seront volontiers fournis par Swissair ou votre agence de voyages IATA.

swissair